

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2005-2006

24 FÉVRIER 2006

Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire sur les achats militaires et les compensations économiques

(Déposée par M. Wim Verreycken)

DÉVELOPPEMENTS

Commission d'enquête de 1995

Durant la session de 1994-1995, une commission d'enquête a fait rapport à la Chambre au sujet de «l'enquête parlementaire sur les commandes militaires» (22/02/1995). Dans les conclusions du rapport de cette commission, on pouvait lire notamment ceci : «Une des principales conclusions des travaux de la commission d'enquête parlementaire «Commandes militaires» est que nombre de problèmes liés à l'achat de matériel militaire auraient pu être évités si le Parlement avait été associé plus étroitement à la procédure». Cette même commission a élaboré dans la foulée une proposition visant à instituer une «Commission *ad hoc* Acquisition de matériel de défense», dont on n'a, depuis lors, plus jamais entendu parler ...

La commission d'enquête a aussi formulé de nombreuses conclusions à propos des mesures compensatoires, affirmant notamment (au point 6) qu'«il y a lieu de renforcer le contrôle de la procédure d'élaboration et d'exécution des clauses de nature économique».

Aujourd'hui encore, les conclusions de la commission énumérées au point 5.4., «Propositions de modification de la législation et de la réglementation», méritent certainement d'être relues. La commission s'interroge en l'espèce sur l'autonomie et l'indépendance de l'Inspection des Finances et demande que la Cour des comptes joue un rôle plus important, tant *a priori* qu'*a posteriori*.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2005-2006

24 FEBRUARI 2006

Voorstel tot oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie naar de legeraankopen en de economische compensaties

(Ingediend door de heer Wim Verreycken)

TOELICHTING

Onderzoekscommissie 1995

Tijdens het zittingsjaar 1994-1995 bracht een onderzoekscommissie verslag uit (22/02/1995) aan de Kamer over het «Parlementair Onderzoek naar legeraankopen». In de besluiten van deze commissie luidde het onder meer : «Één van de belangrijkste conclusies van de werkzaamheden van de parlementaire onderzoekscommissie Legeraankopen is dat vele problemen inzake het aankopen van militair materieel vermeden hadden kunnen worden indien het Parlement nauwer bij de procedure betrokken was geweest». Dezelfde commissie werkte meteen een voorstel uit tot oprichting van een «Commissie *ad hoc* defensiematerieel-verwerving». Waarvan sindsdien nooit meer iets werd gehoord ...

De onderzoekscommissie wijdde ook tal van besluiten aan de compensatieregelingen en stelde onder meer (punt 6) dat : «de controle op de totstandkoming van de economische clausules en de uitvoering ervan (dient) te worden verscherpt».

Zeker de commissiebesluiten opgesomd onder 5.4 «Voorstellen tot wijziging van wet- en regelgeving» zijn ook vandaag het herlezen waard. Zo worden vragen gesteld bij de autonomie en de onafhankelijkheid van de Inspectie van Financiën, en wordt een grotere rol toebedeeld aan het Rekenhof, *a priori* en *a posteriori*.

En résumé, le moins qu'on puisse dire, c'est que les conclusions de la commission en question ont été complètement ignorées et qu'il n'existe toujours pas de contrôle parlementaire en la matière. Étant donné que le contrôle de gestion effectué par l'Inspection des Finances (dont les avis sont ignorés ou contournés avec beaucoup de créativité par le ministre) et par la Cour des comptes est lui aussi, en fait, inexistant ou insuffisant, une nouvelle enquête s'impose, comme en atteste la brève énumération de certains problèmes rencontrés.

Exemples de dérapages

Une procédure d'adjudication publique pour l'acquisition de véhicules de reconnaissance (Recce), lancée en 2000, a été relancée en 2001, pour des raisons obscures. Comme le ministre Flahaut continuait de tergiverser, le bureau d'avocats Stibbe (mandaté par le ministre) a établi que le contrat pouvait être attribué légitimement à la société britannique Alvis.

Le ministre ayant refusé d'attribuer le contrat, Alvis a décidé de saisir le Conseil d'État d'une demande en dommages et intérêts qui risque de coûter plusieurs dizaines de millions d'euros au contribuable.

Peut-être une société proche du ministre avait-elle été écartée, raison pour laquelle le contrat n'a pas été attribué ?

À l'Institut national des invalides de guerre, le ministre Flahaut a voulu remplacer l'administrateur général Yves-Marie Étienne, d'appartenance libérale, par M. Victor Godin, étiqueté PS (ancien collaborateur de cabinet d'Elio Di Rupo). Au terme de quatre tentatives, toutes invalidées par le Conseil d'État, le ministre a chargé maître Uyttendaele, « l'avocat de la maison », de conclure un accord avec M. Étienne. Ce dernier s'est finalement vu offrir une Audi A6 et une somme de 350 000 euros en contrepartie de son départ.

Au cours de sa réunion du 22 mars 2005, le Conseil des ministres a décidé que le département de la Santé publique verserait à l'Institut un montant unique de 490 000 euros, l'État ayant été condamné dans cette affaire. Il décidait dans la foulée d'opérer, dans le budget de la Défense, une compensation à concurrence de 350 000 euros, soit le montant exact de la prime de départ anticipé précitée.

Pourquoi le ministre était-il prêt à débloquent 350 000 euros pour placer l'un des siens à la tête de l'Institut ? Quelles informations ne pouvaient pas tomber entre les mains de personnes « non fiables » ?

En juillet 2005, le dossier Recce étant irrémédiablement bloqué, le gouvernement décida d'acquérir 242 véhicules d'infanterie blindés pour un montant de

Samengevat kan minstens gesteld worden dat de besluiten van de bewuste commissie volledig werden genegeerd en dat de parlementaire controle nog steeds onbestaande is. Vaststellend dat ook de beheerscontrole door de Inspectie van Financiën (waarvan de adviezen worden genegeerd of « creatief omzeild » door de minister) en door het Rekenhof *de facto* onbestaande of ontoereikend is, dringt een nieuw onderzoek zich op. Zeker na lezing van onderstaande — beknopte — opsomming.

Voorbeelden van ontsporing

In 2000 werd een openbare aanbesteding uitgeschreven voor de aankoop van verkenningvoertuigen (Recce). Die procedure werd om onduidelijke redenen herhaald in 2001. Nadat minister Flahaut opnieuw aarzelde, stelde het advocatenbureau Stibbe (werkend in opdracht van de minister) vast dat het contract rechtmatig kon worden toegewezen aan het Britse Alvis.

De minister weigerde het contract te gunnen en Alvis stapte naar de Raad van State met een vraag om schadevergoeding die de belastingbetaler tientallen miljoenen euro kan kosten.

Was er mogelijk een met de minister bevriend bedrijf dat uit de boot was gevallen en werd daarom het contract niet gegund ?

Bij het Nationaal Instituut voor Oorlogsinvaliden wilde minister Flahaut de liberale administrateur-generaal Yves-Marie Etienne vervangen door Victor Godin, van PS-signatuur (voormalig kabinetsmedewerker van Elio Di Rupo). Na vier pogingen, telkens ongedaan gemaakt door de Raad van State, liet de minister huisadvocaat Uyttendaele een akkoord sluiten met Etienne. Deze laatste ontving, in ruil voor zijn opstappen, een Audi A6 én 350 000 euro.

De Ministerraad van 22 maart 2005 besliste dat het Instituut « eenmalig 490 000 euro ingevolge veroordelingen krijgt van Volksgezondheid ». Tegelijk werd beslist dat « 350 000 euro gecompenseerd wordt op Defensie », zijnde exact het bedrag van de oprotpremie.

Waarom had de minister 350 000 euro veil voor het plaatsen van een eigen mannetje aan het hoofd van het Instituut ? Welke informatie mochten « onbetrouwbaaren » niet krijgen ?

In juli 2005 nam de regering het besluit over te gaan tot de aankoop van 242 « *Armoured Infantry Vehicles* » voor een bedrag van bijna 800 miljoen euro, dit nadat

près de 800 millions d'euros. L'Inspection des Finances avait déjà rejeté à deux reprises la demande d'acquisition en question. Cette fois, elle remit un rapport sarcastique, dans lequel elle soulignait entre autres que les conditions qui étaient soudainement formulées, pour autant qu'elle s'en souvint, ne figuraient pas dans les cahiers de charges précédents. L'Inspection des Finances formulait, en termes à peine voilés, le soupçon que l'obligation de se conformer à des normes supplémentaires pouvait très bien avoir servi à éliminer la concurrence au profit d'un seul fournisseur.

Le ministre avait-il intérêt à ce que seule l'entreprise wallonne CMI soit en mesure de fournir les canons de 90 mm demandés ?

Dans le cadre du dossier du nouvel équipement électronique des chars blindés Pandur, il ressort d'une note destinée au Conseil des ministres que les compensations pour la commande en question seraient réparties comme suit : de 4 à 14 % pour la Région flamande, de 0 à 2 % pour la Région bruxelloise et de 85 à 95 % pour la Région wallonne.

Est-ce uniquement pour s'attirer les faveurs de l'électeur wallon que le ministre privilégie sa propre région, ou est-on en droit de penser que des accords de parrainage « volontaire » de campagnes électorales ont été conclus avec les entreprises wallonnes favorisées ?

Au mépris de tous les avis, le ministre Flahaut a promu un civil au rang de conseiller général au service des achats de l'armée, avec traitement de général, malgré une annulation antérieure de l'arrêté de promotion par le Conseil d'État. L'intéressé a été arrêté pour avoir été la figure centrale autour de laquelle tourne l'enquête pour fraude à grande échelle à la division « Matériel » de l'état-major général.

Pourquoi le ministre Flahaut a-t-il tout fait pour imposer cette nomination ? Un de ses fidèles devait-il couvrir certaines choses ?

Des mensonges ont été proférés au Sénat à propos du récent dossier des avions de transport A400M. Le ministre a refusé de répondre à des questions de certains sénateurs, au motif qu'il aurait déjà fourni une réponse « à des questions analogues ». Une simple lecture des Annales permet de démontrer l'inexactitude de cette affirmation et révèle d'autres contrevérités. En mai 2005, le ministre répondait encore que Barco était membre de Flabel, alors que Barco avait décidé, le 11 février de cette même année, de se retirer de ce dossier plus que douteux. Au bout du compte, Asco détient 299 parts dans Flabel, Barco en détient une, la Sabca 360 et la Sonaca 341, ce qui signifie que plus de 75 % des parts sont détenues par des entreprises wallonnes.

het Recce-dossier hopeloos was geblokkeerd. De Inspectie van Financiën had tevoren reeds tweemaal de zaak afgewezen. Nu leverde dezelfde Inspectie een sarcastisch rapport af waarin onder meer werd gesteld dat plots eisen waren bedongen die « voor zover de Inspectie zich herinnert, in de vorige versies niet werden gesteld ». De Inspectie verwoordde zeer scherp het vermoeden dat de bijkomende normen wel eens konden bedoeld zijn om de mededinging te vernauwen tot één leverancier.

Had de minister er baat bij dat enkel het Waalse CMI de gevraagde 90 mm-kanonnen kon leveren ?

In het dossier van de nieuwe elektronica voor de Pandur-pantserwagens toonde een nota voor de Ministerraad aan dat de compensaties voor deze bestelling als volgt zouden worden verdeeld : 4 à 14 % voor het Vlaams Gewest, 0 à 2 % voor het Brussels Gewest, 85 à 95 % voor het Waals Gewest.

Is het enkel om de gunst van de Waalse kiezer te winnen dat de minister zijn eigen regio eerst plaatst, of werden met de bevoordeelde Waalse bedrijven afspraken gemaakt over « vrijwillige » sponsoring van kiescampagnes ?

Tegen alle adviezen in promoveerde minister Flahaut een burger tot adviseur-generaal bij de aankoopdienst van het leger, mét generaalswedde, ondanks een eerdere vernietiging van het bevorderingsbesluit door de Raad van State. De gepromoveerde werd aangehouden als spilfiguur in het kader van het onderzoek naar een grootschalige fraude op de afdeling materiaal van de Generale Staf.

Waarom drukte de minister die benoeming door ? Moest een Flahaut-getrouwe bepaalde zaken toedekken ?

Het recente dossier van de A400M zorgde voor leugens in de Senaat. De minister weigerde op vragen van senatoren te antwoorden omdat hij reeds « op gelijkaardige vragen » een antwoord gegeven zou hebben. Een lezing van de *Handelingen* toonde de onwaarheid van die bewering aan, net als andere onwaarheden. In mei 2005 antwoordde de minister nog dat Barco lid was van Flabel, terwijl Barco reeds op 11 februari van hetzelfde jaar besliste zich terug te trekken uit dit stinkende dossier. Slotsom is dat Asco binnen Flabel over 299 aandelen beschikt, Barco over 1, Sabca over 360 en Sonaca over 341. Of meer dan 75 % voor Waalse bedrijven.

Tout comme dans le cadre du dossier Pandur, on peut se demander quels accords le ministre a conclus avec les entreprises wallonnes.

Pourquoi le ministre n'agit-il pas conformément à ses propres déclarations, selon lesquelles le Parlement est là pour contrôler le gouvernement, dont la tâche est de donner des informations et répondre aux questions du Parlement (*De Morgen*, 21 mars 2005)?

Lors de la réception organisée à la Sabca en décembre 2005, à l'occasion de l'inauguration du nouveau hall de montage de l'A380, la décision du gouvernement d'acquérir dix hélicoptères NH-90 (hélicoptères OTAN conçus dans les années '90 ...) était sur toutes les lèvres. En novembre 2002, le premier ministre avait annoncé le remplacement des hélicoptères Sea King, avant d'enterrer le dossier, sans même l'intégrer dans le projet gouvernemental de rééquipement de l'armée, en décembre 2003. Il l'a ensuite rouvert à l'occasion de sa visite au Salon du Bourget en juin 2005. Le ministre de la Défense était manifestement très surpris lorsqu'il apprit que de tels budgets (environ 300 millions d'euros) étaient disponibles pour « son » armée.

Pourquoi le premier ministre s'est-il approprié le dossier si ostensiblement? Craignait-il qu'une nouvelle affaire Agusta n'éclate s'il n'intervenait pas?

Mais le ministre de la Défense s'est encore « illustré » dans d'autres dossiers :

— il n'a pas pu maîtriser le chaos total qui a régné au centre des grands brûlés de Neder-over-Heembeek, malgré le fax qu'il a adressé le 7 octobre 2003 aux collaborateurs de l'hôpital, dans lequel il se disait personnellement responsable de toutes les décisions prises au sein du centre;

— il a affaibli le niveau de la Musique royale des Guides en nommant un de ses amis au poste de directeur artistique;

— il a choqué nos alliés américains en déclarant dans une interview que le premier démocrate venu ferait un meilleur président que l'actuel chef de l'État américain;

— il a poussé à la démission, par des brimades, pas moins de trois rédacteurs en chef du mensuel VOX, parce qu'ils refusaient de voir dans ce périodique un journal de propagande personnel du ministre;

— il a fait effacer ou alléger plusieurs sanctions disciplinaires après avoir entendu les doléances des intéressés lors de sa permanence du samedi.

Net als in het Pandur-dossier: welke afspraken werden gemaakt tussen de minister en de Waalse bedrijven?

Waarom handelt de minister niet naar zijn eigen woorden: «Het parlement is er om de regering te controleren, de regering om informatie te geven en vragen van het parlement te beantwoorden» (*De Morgen*, 21 maart 2005)?

Tijdens de Sabca-receptie in december 2005, ter gelegenheid van de opening van de nieuwe montagehal voor de A380, was de regeringsbeslissing tot aankoop van tien NH-90 helikopters (NAVO-helikopters voor de jaren '90 ...) hét onderwerp van gesprek. In november 2002 kondigde de eerste minister de vervanging aan van de Sea King-helikopters, om vervolgens de zaak te begraven en zelfs niet op te nemen in het regeringsplan tot wederuitrusting van het leger van december 2003. De eerste minister raketde het dossier terug op bij zijn bezoek aan het Salon van Le Bourget, in juni 2005. De minister van Landsverdediging viel blijkbaar uit de lucht, toen hij moest vernemen dat dergelijke budgetten (circa 300 miljoen euro) beschikbaar waren voor « zijn » leger.

Waarom trok de eerste minister dit dossier zo nadrukkelijk naar zich toe? Weet hij dat anders een nieuwe Agusta-zaak mogelijk is?

Buiten de voornoemde dossiers, schitterde (?) de minister van Landsverdediging ook nog toen hij:

— de totale chaos in het brandwondencentrum van Neder-over-Heembeek niet onder controle kreeg, ondanks zijn fax van 7 oktober 2003 aan de medewerkers van het hospitaal, waarin de minister zichzelf verantwoordelijk maakte voor alle beslissingen in het brandwondencentrum;

— het niveau van de muziekkapel van de Gidsen naar beneden haalde door zijn vriend te benoemen als artistiek directeur;

— de Amerikaanse bondgenoten schoffeerde door in een interview te verklaren dat om het even welke democraat een beter president zou zijn dan de huidige;

— maar liefst drie hoofdredacteurs van het maandblad VOX buitenpeste omdat zij weigerden het blad te beschouwen als een persoonlijk propagandablade van de minister;

— verschillende disciplinaire straffen liet schrappen of verzachten, nadat de gestraften hun beklag deden bij de minister tijdens diens zaterdagse dienstbetoon.

Conclusion

L'énumération qui précède est loin d'être exhaustive. L'auteur de la présente proposition estime dès lors qu'il y a lieu de fournir au contribuable une information complète sur l'usage que l'armée et le ministre responsable font du produit de l'impôt. La procédure ordinaire des questions parlementaires s'avère insuffisante en l'occurrence, vu la mauvaise volonté que le ministre met manifestement à y répondre et même — dans 90 % des cas — à être simplement présent au parlement lorsque des questions lui sont adressées. Et quand il apparaît en outre que, lors de ses rares apparitions dans l'hémicycle, le ministre n'hésite pas à mentir aux sénateurs, ces derniers doivent avoir la possibilité d'interroger et de consulter d'autres sources pour pouvoir mener à bien leur mission de contrôle parlementaire.

Seule la création d'une commission d'enquête parlementaire dotée des pouvoirs les plus étendus permettra de faire la clarté.

Le 9 mai 1996, le premier ministre de l'époque annonçait à M. Goris la mise en place, le jour même à la Chambre, d'une commission d'enquête sur les commandes militaires. Depuis, cette fameuse commission s'est réunie un certain nombre de fois à huis clos, mais aucun rapport sur ses activités n'a été publié à ce jour ...

Peut-être le Sénat pourrait-il faire mieux et instituer une véritable commission ?

*
* *

PROPOSITION**Article 1^{er}**

Il est institué une commission d'enquête parlementaire chargée d'apporter une réponse aux questions suivantes en ce qui concerne les achats militaires effectués depuis le 1^{er} janvier 2000 :

1. De quelles procédures en matière de compensation économique les marchés publics étaient-ils assortis ?
2. Comment les cahiers des charges ont-ils été établis ?
3. Toutes les procédures ont-elles respecté la législation applicable ?

Besluit

Bovenstaande opsomming is verre van volledig. Het lijkt de indiener dan ook aangewezen dat de belastingbetaler volledig wordt geïnformeerd over de wijze waarop het leger — en de verantwoordelijke minister — met belastinggelden omspringt. De gewone procedure van parlementaire vragen blijkt in dit geval ontoereikend, gelet op de manifeste onwil van de minister om te antwoorden, en — in 90 % van de gevallen — zelfs maar aanwezig te zijn in het parlement wanneer hem vragen worden gesteld. Als dan nog blijkt dat de minister bij zijn zeldzame aanwezigheden in de Senaat gewoon de senatoren voorliegt, dan moeten dezelfde senatoren de kans krijgen andere bronnen dan de minister te ondervragen en te raadplegen, teneinde hun parlementaire controlerende opdracht te kunnen vervullen.

Enkel de oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie, met de meest volledige bevoegdheden, kan mogelijk duidelijkheid brengen.

Op 9 mei 1996 antwoordde de eerste minister de heer Goris dat dezelfde dag een Onderzoekscommissie Legeaankopen werd geïnstalleerd in de Kamer. De bewuste commissie vergaderde enkele malen achter gesloten deuren, maar enig verslag over de werkzaamheden van die commissie is tot vandaag onvindbaar ...

Mogelijkerwijs kan de Senaat beter doen én een daadwerkelijke commissie oprichten.

Wim VERREYCKEN.

*
* *

VOORSTEL**Artikel 1**

Er wordt een parlementaire onderzoekscommissie opgericht belast met de volgende opdrachten inzake de legeraankopen sinds 1 januari 2000 :

1. met welke procedures inzake economische compensaties gingen de opdrachten gepaard;
2. hoe kwamen de bestekken tot stand;
3. verliepen al de procedures conform de toepasselijke wetgeving;

4. Quelles sont les règles de contrôle qui permettent de prévenir des irrégularités ?

5. Ces règles ont-elles été appliquées, et, dans l'affirmative, à quels résultats ont-elles abouti en ce qui concerne les compensations ?

6. Au cas où des irrégularités seraient constatées, qui peut en être déclaré politiquement et/ou administrativement responsable ?

7. Quelles modifications faut-il apporter à la loi pour prévenir des irrégularités ?

Art. 2

La commission exerce tous les droits que lui reconnaît la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires. Elle peut faire appel à des experts nationaux et étrangers.

Art. 3

La commission est composée de dix-sept membres et d'autant de suppléants, désignés conformément à la règle de la représentation proportionnelle des groupes politiques.

Art. 4

Les réunions de la commission sont publiques, sauf lorsque des témoins convoqués demandent à être entendus confidentiellement.

Art. 5

La commission présentera son premier rapport dans les six mois de son installation.

27 janvier 2006.

4. welke controleregels bestaan er ter voorkoming van onregelmatigheden;

5. werden deze regels toegepast en wat waren dan de resultaten inzake de compensaties;

6. bij vastgestelde onregelmatigheden: wie kan politiek en/of administratief verantwoordelijk worden gesteld;

7. welke wetswijzigingen zijn nodig om onregelmatigheden te voorkomen ?

Art. 2

De commissie oefent alle rechten uit die de wet van 3 mei 1880 op het parlementair onderzoek haar toekent. Zij mag een beroep doen op binnen- en buitenlandse deskundigen.

Art. 3

De commissie bestaat uit 17 leden en evenveel plaatsvervangers, aangewezen volgens de regel van de evenredige vertegenwoordiging van de fracties.

Art. 4

De commissie vergadert openbaar, tenzij getuigen bij hun uitnodiging vragen om vertrouwelijk gehoord te worden.

Art. 5

Binnen de zes maanden na haar installatie brengt de commissie haar eerste verslag uit.

27 januari 2006.

Wim VERREYCKEN.